



La lettre socialiste de La Garenne-Colombes

Parti Socialiste - Section de La Garenne - Colombes - Tél. : 01.47.86.25.17

www.la-garenne-colombes-ps.net

N° 19 - MAI 2006

EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...EDITO...

Vous avez dit « ABSENCE DE TERRAINS DISPONIBLES » ?

La crise du logement touche aujourd'hui l'ensemble des foyers franciliens et garennois à cause de la flambée des prix et les loyers qui a bloqué ce qu'on appelle la « chaîne du logement ».

Auparavant, on pouvait passer d'un appartement à un autre, louer puis acheter, ce parcours résidentiel ne fonctionne plus. **Se loger relève donc du parcours d'obstacle.** La construction de logement est largement insuffisante pour répondre à la demande et à la modification de la composition des ménages dont un sur deux divorce.

Cette crise du logement a aussi des répercussions en chaîne et modèle les villes créant une **ségrégation sociale urbaine** et spatiale. Ceci doit être combattu par le lancement d'un vaste programme de construction de logements sociaux et autres en réfléchissant aux formes d'accessibilité.

La loi doit être aussi appliquée dans toute sa signification sur le **seuil minimum de logements sociaux** imposé dans chaque commune. Notre Ville détient dans ce domaine la **lanterne rouge des villes des Hauts-de-Seine** de 20 000 à 40 000 habitants. Philippe Juvin avec le cynisme qui le caracté-

térise si bien a justifié l'absence de logements sociaux par « l'absence de terrains disponibles pour bâtir de nouveaux logements sociaux » (propos parus dans le bulletin municipal de février 2006).

Ainsi, il tente de se dédouaner de sa responsabilité pourtant pleine et entière. Est-il vrai que des terrains disponibles n'existent pas sur notre ville pour construire des logements ? **Il suffit de se promener dans les rues de La Garenne pour constater le contraire.** Prenons des exemples récents où les grues fleurissent pour réaliser des immeubles neufs dans les rues suivantes : 67 rue Jean Bonal, 20 boulevard de la République, 12 rue Pierre Brossolette, 11 rue Georges, 48 rue Raymond Ridet, 4 avenue Foch, 25 rue d'Estienne d'Orves 19 et 21 rue Sartoris. Pourtant, la Ville a été mise au courant de la réalisation de ces opérations et **n'a pas agi** pour faire construire des logements accessibles par tous. Une nouvelle fois, l'immobilisme dans ce domaine a prévalu au détriment de l'intérêt général des Garennois.

Christophe MACÉ
Conseiller municipal

Centre de convalescence à La Garenne : Philippe Juvin n'y est pour rien !

Un grand renfort de matraquage dans le bulletin municipal de février 2006 (faudrait-il croire que Philippe Juvin n'avait rien d'autre à « vendre » aux Garennois ?) notre Maire annonce **la réalisation d'un centre de convalescence pour les Garennois.** La couverture du bulletin municipal et l'éditorial de la page veulent faire croire que la Municipalité a réalisé ce nouvel équipement situé à la place du centre chirurgical de l'ouest rue Jean Bonal. Tout ceci a été rédigé et conçu dans le seul but de **laisser penser que la Ville s'occupe des Garennois hospitalisés.** Mais la réalité est tout autre.

Tout d'abord, **la Ville n'a pas financé ce centre de convalescence.** Il est uniquement payé par les fonds de la société privée qui a réhabilité le bâtiment. Ensuite, ce centre est **ouvert à tous les assurés sociaux.** Il n'est pas construit exclusivement pour les habitants de La Garenne. Enfin, ce type de centre existe depuis des années à Suresnes, l'Haÿ les Roses, Montmorency, Le Pré Saint-Gervais. Une nouvelle fois, démonstration est faite que **Philippe Juvin** s'arroge une réalisation dans laquelle sa **contribution est nulle.**

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Tél : E-mail:

A retourner à Philippe BILLARD, 16 rue Jean Bonal, La Garenne-Colombes

- Prochaines **permanences de vos élus** : les samedis 20 mai et 17 juin, de 11h00 à 12h00, au 19 rue Veuve Lacroix.
- **Conseils municipaux** : jeudi 11 mai à 20h00 et mardi 27 juin à 19h00, à l'Hôtel de Ville.
- **Pour contacter vos élus** : **Christophe Macé** : 01.56.05.07.53 - **Philippe Billard** : 01.47.86.25.17

Le CPE ou un Pouvoir RIDICULE

Enfin, le **CPE est retiré**. Et, au-delà des mots, c'est bien d'abrogation qu'il s'agit. **C'est un recul du pouvoir**. Un succès pour la jeunesse, une victoire de l'unité syndicale. Je salue l'immense mobilisation populaire qui a eu raison du CPE et de l'acharnement de la droite à en décider coûte que coûte le maintien.

Les socialistes, qui ont pris leur part dans ce mouvement -et notamment au Parlement, se félicitent de cette issue, même si nous restons vigilants par rapport à la nouvelle proposition de loi, afin que les dispositions abrogées ne soient pas réintroduites subrepticement.

Mais, la triste aventure du CPE est également **un immense gâchis dont Jacques CHIRAC, Dominique De VILLEPIN et Nicolas SARKOZY portent l'entière responsabilité**. L'entêtement de l'Exécutif et les rivalités au sein de l'UMP auront coûté cher à la France, puisque notre pays a connu pendant près de trois mois une crise dont elle aurait pu faire l'économie.

Il faut tirer toutes les leçons du conflit qui s'achève :

Est d'abord sanctionnée une **méthode** : celle qui a consisté pour le gouvernement et l'UMP à passer en force. Au Parlement comme dans le pays. Nul ne pourra, à l'avenir, prendre le risque d'ignorer les partenaires sociaux, mépriser la jeunesse et ses représentants, froisser les droits du Parlement. La démocratie sociale comme politique doit en sortir renforcée. C'est un engagement qui est au cœur de notre projet.

Est ensuite refusée une **politique** : celle qui fait de la précarité le mode d'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi et du démantèlement du code du travail un instrument de la lutte contre le chômage. La mécanique du contrat unique, dont Nicolas SARKOZY était le promoteur et dont le CPE - après le CNE- était la première étape, est aujourd'hui enrayée. Et l'alternative en 2007 sera entre la précarisation et la sécurisation des parcours professionnels.

Est enfin condamné un **pouvoir** : celui qui a installé la **confusion au sommet de l'Etat** avec un Président absent, un Premier ministre désavoué et une majorité UMP divisée. Celui qui a divisé les Français et engagé une rupture avec la jeunesse. Cette crise laissera des traces profondes.

Il appartient aux socialistes de fournir les réponses attendues et d'apaiser le pays tout entier en offrant un projet qui donne une place à la jeunesse, la priorité à l'Education et l'entrée dans la vie active sur la base du CDI.

Mais, l'issue de la crise offre aussi des raisons d'espérer. Lorsque le combat est juste, que l'unité et le rassemblement sont au rendez-vous, que la mobilisation est forte, la victoire est possible.

La leçon vaut aussi pour les échéances futures.

*Conférence de presse de François Hollande
le 10 avril 2006.*

LES IMPOTS LOCAUX VONT ENCORE AUGMENTER EN 2006

Année après année, les impôts locaux augmentent sur notre ville. **Depuis 2001, la taxe d'habitation a augmenté de plus de 21 %**. Cette année, une nouvelle hausse a été décidée par la majorité UMP du Parlement et appliquée docilement par Philippe Juvin. Il s'agit de l'augmentation des bases locatives qui servent de référence de calcul de l'impôt local. Cette hausse est de **1,8 %**. Cela correspond à une augmentation de **8 euros pour un appartement de 4 pièces** c'est-à-dire le même montant en euros que la hausse décidée par la Région pour 2006. Pourtant, la droite régionale et locale crie au scandale !

Cette hausse s'applique aussi pour la taxe foncière et **pendant ce temps, les Garennois attendent** le quotient familial pour les cantines, des locaux adaptés pour le conservatoire de musique, des nouveaux espaces verts, des logements accessibles pour tous, des services de proximité pour les personnes âgées et handicapées. Et comme cela ne suffisait pas, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères va augmenter de 4 % après une hausse de 19 % depuis 2001.

Rappelons-nous que **Philippe Juvin avait promis** de ne pas augmenter les impôts locaux de 2001 à 2007.

UN CAVALIER QUI S'EN VA DANS L'OUBLI...

Comme les sondages le prévoient et comme nous l'espérons, la coalition de centre-gauche emmenée par **Romano Prodi a gagné le scrutin législatif** malgré une réforme électorale taillée sur mesure pour Silvio Berlusconi.

La droite laisse l'Italie dans un état financier déplorable avec un déficit budgétaire record en ayant perdu la confiance des marchés. Elle a laissé sciemment se dégrader la société tout entière et s'insinuer la haine. Comment pouvait-il en être autrement quand on gouverne avec des partis ouvertement racistes et xénophobes ?

La logique et le bon sens l'ont emporté, mais ce ne fut pas dans la facilité. Il reste maintenant au futur gouvernement à se concentrer pour rétablir la confiance, la justice sociale et le droit à la différence par un vrai programme de compromis

de la gauche tout entière pour que se remette ce beau pays des dégâts causés par un homme qui pense que l'on peut diriger un pays comme une entreprise. Seulement, il a oublié une chose, c'est qu'en démocratie **c'est le Peuple qui a toujours le dernier mot**.

Non seulement, Monsieur Berlusconi perd et sort par la petite porte en ne voulant pas reconnaître la victoire de son adversaire, mais en plus il va maintenant devoir enfin répondre devant la justice de nombreuses malversations et autres griefs. D'autres le suivront peut-être en France.

Mais surtout, que les Français se souviennent dans un an : de l'ordre il en faut mais dans la justice, la tolérance et la générosité.

